

# Commune de Bous

## Règlement général de police du 7 février 2012

### CHAPITRE I. TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

#### **Article 1er**

Il est interdit de troubler la tranquillité publique par des cris et des tapages excessifs et par l'allumage de pétards entre 22.00 et 08.00 heures.

#### **Article 2**

Les propriétaires ou gardiens d'animaux domestiques (à l'exclusion des animaux d'élevage) sont tenus de prendre les dispositions nécessaires pour éviter que ces animaux ne troublent la tranquillité publique ou le repos des habitants par des aboiements, des hurlements ou des cris répétés.

#### **Article 3**

L'intensité des appareils de radio et de télévision ainsi que de tous les autres appareils servant à la reproduction de sons employés à l'intérieur des immeubles doit être réglée de façon à ne pas gêner le voisinage. En aucun cas, ces appareils audiophiles ne peuvent être utilisés à volume démesurément élevé, ni à l'intérieur des immeubles, ni sur les balcons ou à l'air libre, si des tiers peuvent être incommodés.

Les prescriptions du 1<sup>er</sup> alinéa valent également pour les instruments de musique de tout genre, ainsi que pour le chant et les déclamations.

#### **Article 4**

Il est défendu de faire fonctionner en public les appareils mentionnés au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article précédent et cela notamment sur les lieux, places et voies publics, dans les établissements, lieux de récréation, plaines de jeux, jardins, bois et parcs publics. Font exception les appareils se trouvant dans les véhicules privés, lorsque des tiers n'en sont pas incommodés.

#### **Article 5**

Défense est faite aux propriétaires et exploitants de débits de boissons, restaurants, salles de concert, lieux de réunion, dancings et autres lieux d'amusement d'y tolérer toute espèce de chant et de musique, de faire fonctionner les appareils énumérés aux articles précédents après 01.00 heures et avant 07.00 heures du matin. Toutefois dans le cas où l'heure de fermeture a été reculée, cette défense ne s'applique qu'à partir de la nouvelle heure de fermeture.

#### **Article 6**

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs et, sous réserve de la réglementation applicable aux foires, kermesses et autres réjouissances publiques dûment autorisées, l'usage des haut-parleurs installés à l'extérieur des maisons ou propageant le son au-dehors ainsi que des haut-parleurs ambulants est interdit de 22.00 heures à 07.00 heures. Sous les mêmes réserves, cet usage est interdit même le jour aux abords des écoles (sauf pendant les vacances scolaires), des lieux de culte, des cimetières, des hôpitaux, des cliniques, des institutions pour personnes âgées et/ou handicapées.

### **Article 7**

Il est interdit de troubler le repos nocturne de quelque manière que ce soit. Cette règle s'applique également à l'exécution de tous travaux (exception travaux saisonniers à réaliser par les agriculteurs et viticulteurs) entre 22.00 et 07.00 heures lorsque des tiers peuvent être importunés sauf:

- en cas de force majeure nécessitant une intervention immédiate
- en cas de travaux d'utilité publique
- les exceptions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'utilisation des conteneurs à verre est interdite aux mêmes heures.

### **Article 8**

En cas de gêne pour le voisinage, il est interdit de jouer aux quilles après 24.00 heures et avant 08.00 heures. Seront punissables en cas de contravention, l'exploitant du jeu de quilles et les joueurs.

### **Article 9**

Pendant la nuit le bruit causé par la fermeture des portières d'automobiles et des portes de garages, ainsi que par l'arrêt et le démarrage des véhicules ne doit pas incommoder les tiers.

### **Article 10**

Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter le bruit en faisant usage d'appareils, de machines ou d'installations de n'importe quel genre, il doit être rendu supportable en limitant la durée des travaux, en les échelonnant ou en les faisant effectuer à des endroits mieux appropriés.

### **Article 11**

Les travaux industriels et artisanaux bruyants doivent, dans la mesure du possible, être effectués dans les locaux fermés, portes et fenêtres closes à l'exception d'un chantier temporaire et d'urgence.

### **Article 12**

Pour les travaux de construction, les prescriptions suivantes sont applicables:

- a) Les machines employées à des travaux de construction ou d'aménagement doivent être actionnées par la force électrique lorsque cela est possible. A proximité des crèches, des écoles et instituts scientifiques, des lieux de culte, des cimetières, des hôpitaux, des cliniques ou autres institutions pour personnes âgées et/ou handicapées, un autre mode de propulsion ne peut être utilisé qu'avec une autorisation expresse du bourgmestre.
- b) La présente disposition vaut également pour les marteaux automatiques et les perceuses.
- c) Lorsque des moteurs à explosion peuvent être utilisés, ils doivent être munis d'un dispositif efficace d'échappement silencieux.
- d) Le bruit des compresseurs ou des appareils pneumatiques, des pompes ou des machines semblables doit être atténué d'une manière efficace par des installations appropriées, notamment au moyen des housses absorbant les ondes sonores.
- e) Lorsque des tiers peuvent être incommodés, il est interdit d'employer des machines, qui par suite de leur âge, usure ou mauvais entretien provoquent un surcroît de bruit.
- f) Il est interdit de laisser tourner à vide les machines bruyantes.
- g) Les travaux bruyants, notamment les travaux de sciage doivent, dans la mesure du possible, être effectués dans des locaux fermés, portes et fenêtres closes.

### **Article 13**

L'usage de tondeuses à gazon, de scies et généralement de tous autres appareils bruyants est interdit en semaine entre 20.00 et 07.00 heures et les samedis avant 08.00 heures et après 18.00 heures. Les dimanches et jours fériés, l'usage en est toujours interdit d'office.

### **Article 14**

Les propriétaires ou gardiens de systèmes d'alarme acoustique doivent prendre les dispositions nécessaires pour éviter que la tranquillité publique ne soit troublée par le déclenchement abusif des sirènes.

## **CHAPITRE II. SURETÉ ET COMMODITÉ DU PASSAGE DANS LES RUES, PLACES ET VOIES PUBLIQUES.**

### **Article 15**

Toute personne qui fait usage de la voie publique en contravention aux lois et règlements ou qui gêne la circulation est tenue de se conformer immédiatement aux ordres des agents de la police grand-ducale.

Pour les besoins de la présente, la voie publique est définie conformément au règlement grand-ducal du 18 mars 2000 modifiant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, à savoir :

Toute l'emprise d'une route ou d'un chemin ouvert à la circulation publique comprenant la chaussée, les trottoirs, les accotements et les dépendances, y inclus les talus, les buttes antibruit et les chemins d'exploitation nécessaires à l'entretien de ces dépendances. Les places publiques, les pistes cyclables et les chemins pour piétons font également partie de la voie publique.

### **Article 16**

Il est défendu d'entraver la libre circulation sur la voie publique, soit en s'y arrêtant sans motif légitime ou sans autorisation spéciale, soit en provoquant des attroupements. Les cortèges devant circuler sur la voie publique sont à déclarer au bourgmestre en principe au moins huit jours avant la date prévue par les organisateurs.

### **Article 17**

Il est défendu d'occuper la voie publique pour y exercer une profession, une activité industrielle, commerciale, artisanale ou artistique, sans y être autorisé par le collège des bourgmestre et échevins. L'autorisation peut être assortie de conditions de nature à maintenir la liberté et la commodité du passage, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques.

### **Article 18**

Les distributeurs de tracts, annonces, affiches volantes et insignes ne peuvent interpellier, accoster ou suivre les passants, ni entraver la libre circulation sur la voie publique.

### **Article 19**

Sans préjudice des autorisations délivrées en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, il est interdit d'encombrer sans nécessité les rues, les places ou toutes autres parties de la voie publique, soit en y déposant ou en y laissant des matériaux ou tous autres objets, soit en y procédant à des travaux quelconques; les marchandises ou matériaux, déchargés ou destinés à être chargés, doivent être immédiatement éloignés de la voie publique, après quoi celle-ci doit être débarrassée avec soin de tous les déchets ou ordures.

### **Article 20**

Tous travaux présentant quelque danger pour les passants doivent être indiqués par un signe bien visible, avertisseur du danger. Si ces travaux présentent un danger particulier, le bourgmestre peut prescrire des précautions supplémentaires appropriées.

### **Article 21**

Sans préjudice des dispositions du règlement sur les bâtisses, les trous et excavations se trouvant aux abords de la voie publique doivent être solidement couverts ou clôturés par ceux qui les ont ouverts.

### **Article 22**

Il est défendu, sans l'autorisation du bourgmestre, d'utiliser des explosifs pour la démolition de constructions, le creusement de fondations, de fosses ou autres travaux analogues et, d'une façon générale, de lancer ou de faire éclater dans les agglomérations, des matières fumigènes, fulminantes ou explosives, puantes ou lacrymogènes.

### **Article 23**

Il est interdit de souiller la voie publique de quelque manière que ce soit et, sous réserve des dispositions du règlement sur les déchets, d'y jeter, déposer ou abandonner des objets quelconques. Les propriétaires et gardiens de chiens doivent éviter que ceux-ci ne salissent par leurs excréments les trottoirs, les voies et places faisant partie de zones résidentielle, piétonne, sportive et récréative, les aires de jeux et les aires de verdure publiques ainsi que les constructions se trouvant aux abords. Ils sont tenus d'enlever les excréments.

### **Article 24**

Il est défendu de faire des glissoires, de glisser, de patiner ou de luger sur une partie quelconque de la voie publique, sauf aux endroits destinés ou réservés à ces fins.

### **Article 25**

Il est interdit de lancer des pierres ou autres projectiles dans les rues, places et voies publiques.

### **Article 26**

Les clôtures en fils barbelés sont interdites le long de la voie publique. Les portes des parcs à bétail bordant la voie publique doivent s'ouvrir vers l'intérieur.

### **Article 27**

Les entrées de cave et les autres ouvertures aménagées dans le trottoir ou sur la chaussée doivent rester fermées à moins que des mesures nécessaires pour protéger les passants ne soient prises. Elles ne peuvent être ouvertes que pendant le jour et le temps strictement nécessaire.

### **Article 28**

Les arbres, arbustes ou plantes sont à tailler par ceux qui en ont la garde, de façon qu'aucune branche ne gêne la circulation que ce soit en faisant saillie sur la voie publique ou en empêchant la bonne visibilité.

Dans le cas contraire, le bourgmestre fixera le délai dans lequel les travaux devront être exécutés. En cas d'absence, de refus ou de retard des propriétaires, l'administration communale pourvoira à l'exécution des travaux aux frais du propriétaire.

Néanmoins, le droit de couper les racines et les branches ne s'applique pas aux arbres protégés par la législation sur la conservation de la nature ou la protection des sites et monuments nationaux ainsi qu'aux arbres de lisières, âgés de plus de trente ans et faisant partie d'un massif forestier de plus d'un hectare.

### **Article 29**

Les occupants sont tenus de maintenir en état de propreté les trottoirs se trouvant devant leurs immeubles.

Pendant les gelés, il est défendu de verser de l'eau sur les trottoirs, les accotements ou toute autre partie de la voie publique.

### **Article 30**

Il est interdit de placer sur les appuis de fenêtre ou autres parties des édifices bordant les voies publiques un objet quelconque sans prendre les dispositions nécessaires pour en empêcher la chute.

Sans préjudice de la nécessité de se munir des autorisations requises par d'autres dispositions légales ou réglementaires, les objets placés aux abords de la voie publique, apposés aux façades des bâtiments ou suspendus au-dessus de la voie publique doivent être installés de façon à assurer la sécurité et la commodité du passage.

## **CHAPITRE III. ORDRE PUBLIC**

### **Article 31**

Sans l'autorisation du bourgmestre, il est interdit d'organiser des jeux ou concours dans les agglomérations, d'y tirer des feux d'artifice, d'y faire des illuminations, d'y organiser des spectacles ou expositions.

### **Article 32**

Il est défendu de dérégler le fonctionnement de l'éclairage public, des projecteurs d'illumination et des signaux colorés lumineux réglant la circulation.

### **Article 33**

Il est défendu d'allumer un feu sur la voie publique. Les feux allumés dans les cours, jardins et autres terrains doivent être constamment surveillés et ne peuvent ni incommoder les voisins ni rendre la circulation dangereuse. Toutes les mesures de sécurité doivent être prises pour éviter une propagation du feu.

Il est défendu en outre:

- a) de placer de la braise ou des cendres non éteintes dans des récipients en matière combustible. Les récipients contenant ces braises ou cendres doivent être placés à des endroits où tout danger d'incendie et d'intoxication est exclu;
- b) de se servir d'une flamme ouverte pour l'éclairage, le chauffage ou le travail dans des endroits et locaux présentant un danger particulier d'incendie. Dans les cas où des travaux avec des appareils à flamme ouverte doivent être exécutés, toutes les mesures doivent être prises pour éviter l'éclosion d'un incendie;
- c) de fumer dans les endroits et locaux où sont manipulés ou entreposés des produits et matières facilement inflammables ou explosifs.

Sont interdits également le stationnement et le parage sur la voie publique des véhicules et engins transportant des produits facilement inflammables ou explosifs. Lors des arrêts pour le chargement et le déchargement, toutes les mesures de sécurité et de protection doivent être prises. Cette même défense vaut pour les véhicules et engins vides, ayant servi au transport de produits liquides ou gazeux facilement inflammables.

### **Article 34**

Les propriétaires sont tenus d'entretenir constamment les cheminées en bon état. Il est interdit de se servir de cheminées qui présentent des dangers d'incendie pour quelque cause que ce soit. Les cheminées des foyers alimentées par des combustibles solides doivent être ramonées au moins tous les ans. Les autres cheminées doivent être inspectées et, en cas de besoin, nettoyées au moins tous les trois ans.

Les obligations incombent à l'occupant de la partie du bâtiment que la cheminée dessert. Pour les cheminées d'installation de chauffage communes, ces obligations incombent au propriétaire, à moins qu'il n'en ait chargé une autre personne. En cas de copropriété indivise, elles incombent au syndic.

### **Article 35**

Il est défendu soit intentionnellement soit par manque de précaution de détruire, de salir ou de dégrader les voies publiques et leurs dépendances ainsi que toute propriété publique ou privée.

### **Article 36**

Il est défendu de couvrir, de masquer, de déplacer ou d'enlever de quelque façon que ce soit les signes et signaux avertisseurs et indicateurs quelconques, les appareils de perception, de même que les plaques des noms de rue et de numérotage des constructions, légalement établis.

**Article 37**

Il est interdit de jeter sur la voie publique ou d'y laisser écouler des eaux ménagères, des liquides sales quelconques ou des matières pouvant compromettre la sécurité du passage ou la salubrité publique, d'y uriner, de déverser, déposer ou jeter sur les terrains incultes ou non bâtis, clôturés ou non, quelque matière, objet ou produit que ce soit nuisible à la santé ou à l'hygiène.

Tout propriétaire de terrain est obligé de le tenir dans un état de propreté afin de garantir la salubrité et la sécurité publique. Il est obligé de procéder au fauchage 2 fois par an. Dans le cas contraire, le bourgmestre fixera le délai dans lequel les travaux devront être exécutés. En cas d'absence, de refus ou de retard du propriétaire, l'administration communale pourvoira à l'exécution des travaux aux frais du propriétaire.

**Article 38**

Il est défendu d'escalader les bâtiments et monuments publics, les grilles ou autres clôtures, les poteaux d'éclairage ou de signalisation publiques, ainsi que les arbres plantés le long de la voie publique.

**Article 39**

Sauf autorisation du bourgmestre, il est interdit aux personnes physiques ou morales de droit privé de couvrir la voie publique de signes, emblèmes, inscriptions, dessins, images ou peintures.

**Article 40**

Il est défendu de manipuler les conduites, canalisations, câbles et installations publiques, notamment d'en manoeuvrer ou dérégler les robinets ou vannes, d'en déplacer les couvercles ou grilles et d'y introduire des matières quelconques.

**Article 41**

Tout appel non justifié adressé aux services de la police grand-ducale, ainsi qu'à tout service étatique ou communal de secours et d'intervention est interdit. Il est défendu d'imiter ou d'utiliser les signaux d'alarme ou d'avertissement de ces services.

**Article 42**

Il est défendu de signaler l'approche ou la présence des agents de la police grand-ducale dans le but d'entraver l'accomplissement de leur service.

**Article 43**

Toute perturbation de l'ordre public par des actes de vandalisme ou de malice est défendue.

Il est interdit notamment:

- a) de sonner ou de frapper aux portes des maisons ou de se servir du réseau téléphonique dans le but d'importuner les habitants.
- b) de mettre hors d'usage ou de dérégler les installations servant à un but d'intérêt général, ainsi que les distributeurs automatiques et autres appareils du même genre.

**Article 44**

Il est interdit de battre ou de secouer les tapis, paillasons, couvertures, matelas, literies, torchons ou autres objets analogues sur la voie publique ou aux portes, fenêtres, balcons ou balcons-terrasses donnant immédiatement sur la voie publique. La même défense s'applique si ces portes, fenêtres, balcons ou balcons-terrasses, bien qu'ils ne donnent pas immédiatement sur la voie publique, font partie d'un immeuble occupé par plusieurs ménages. D'une façon générale, il est interdit de vaquer à ce travail si les voisins ou les passants en sont incommodés.

**Article 45**

Il n'est permis de tenir dans les maisons d'habitation et leurs dépendances ainsi que dans le voisinage d'une habitation des animaux qu'à condition de prendre toutes les mesures d'hygiène nécessaires et d'éviter tous inconvénients quelconques à des tiers. Il est de même interdit d'attirer des animaux quand cette pratique est une cause d'insalubrité ou de gêne pour le voisinage.

#### **Article 46**

Il est défendu de paraître en public dans une tenue indécente ou pouvant donner lieu à scandale. Il est encore défendu de se promener ou de séjourner en maillot de bain ou torse nu sur les voies ou places publiques telles que définies au chapitre II, article 15 alinéas 2 et 3.

#### **Article 47**

Il est défendu à toute personne de paraître dans les rues, places et lieux publics à visage couvert ou cagoulée.

#### **Article 48**

Lors de manifestations sportives et d'autres rassemblements il est interdit de mettre en danger par son comportement la sécurité ou l'intégrité des participants et du public.

### **CHAPITRE IV. AIRES DE JEUX**

#### **Article 49**

Les aires de jeux ouvertes au public sont signalisées par un panneau spécial portant la mention «Aires de jeux» et/ou «Spillplaz».

#### **Article 50**

Les aires de jeux peuvent, en totalité ou en partie, être réservées par décision du collège des bourgmestre et échevins aux enfants de certaines catégories d'âge. Les enfants peuvent être accompagnés de personnes adultes. Les conditions d'utilisation des jeux sont portées à la connaissance des usagers par voie de panneaux.

#### **Article 51**

Les aires de jeux sont ouvertes au public pendant les horaires suivants:

- printemps - été: de 07.00 heures à 22.00 heures
- automne - hiver: de 08.00 heures à 20.00 heures.

#### **Article 52**

Il est interdit d'occuper les aires de jeux en contravention aux règles fixées pour l'ouverture et l'utilisation des jeux pour enfants.

### **CHAPITRE V. PENALITÉS**

#### **Article 53**

Sans préjudice des peines plus fortes prévues par la loi, les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies d'une peine de police.

L'amende en matière de police est de 25,00 Euros au moins et de 250,00 Euros au plus.

### **CHAPITRE VI. DISPOSITION ABROGATOIRE**

#### **Article 54**

Est abrogé le règlement contre le bruit du 5 août 1974.

Ainsi arrêté par le conseil communal à Bous.

Suivent les signatures.

# Gemeinde Bous

## Allgemeine Polizeiverordnung vom 7. Februar 2012

### KAPITEL I. ÖFFENTLICHE RUHE

#### **Artikel 1**

Die Störung der öffentlichen Ruhe durch Schreien und übermäßigen Lärm sowie durch das Zünden von Knallkörpern ist zwischen 22.00 und 08.00 Uhr untersagt.

#### **Artikel 2**

Halter oder Führer von Haustieren (mit Ausnahme von Zuchtvieh) sind gehalten, die erforderlichen Vorkehrungen zu treffen, um zu verhindern, dass diese Tiere die öffentliche Ruhe oder die Ruhe der Einwohner durch Bellen, Heulen oder wiederholtes Schreien stören.

#### **Artikel 3**

Die Lautstärke von Radios, Fernsehgeräten und allen anderen Geräten, die zur Tonwiedergabe dienen und im Inneren von Gebäuden genutzt werden, muss so eingestellt sein, dass sie die Nachbarn nicht stören. In keinem Fall dürfen diese Audiogeräte bei übermäßiger Lautstärke genutzt werden, wenn Dritte gestört werden können – weder im Inneren von Gebäuden noch auf Balkonen oder im Freien.

Die Anordnungen des ersten Absatzes gelten auch für Musikinstrumente aller Art sowie für Gesang und Sprachvorträge.

#### **Artikel 4**

Es ist untersagt, die in Absatz 1 des vorangehenden Artikels genannten Geräte in der Öffentlichkeit zu betreiben und dies insbesondere an öffentlichen Orten, Plätzen und Wegen, in öffentlichen Einrichtungen, Erholungsflächen, Spielflächen, Gartenanlagen, Wäldern und Parks. Eine Ausnahme bilden Geräte in privaten Fahrzeugen, solange Dritte nicht gestört werden.

#### **Artikel 5**

Es ist allen Inhabern und Betreibern von Schankstätten, Restaurants, Konzertsälen, Versammlungsorten, Tanzlokalen und anderen Vergnügungsstätten untersagt, dort in der Zeit von 01.00 bis 07.00 Uhr morgens jede Art von Gesang und Musik zu dulden und in den vorangehenden Artikeln genannte Geräte zu betreiben. Wird die Sperrstunde verschoben, gilt dieses Verbot erst ab der neuen Sperrstunde.

#### **Artikel 6**

Unbeschadet der Bestimmungen im Großherzoglichen Erlass vom 15. September 1939 zur Nutzung von Radiogeräten, Grammophonen und Lautsprechern und vorbehaltlich der Bestimmungen für Jahrmärkte, Kirmes-Feste und andere ordnungsgemäß gestattete öffentliche Vergnügungen ist die Nutzung von nicht in Häusern installierten Lautsprechern oder von Lautsprechern, die den Ton ins Freie übertragen, sowie von mobilen Lautsprechern in der Zeit von 22.00 bis 07.00 Uhr untersagt. Unter denselben Vorbehalten ist die Nutzung auch tagsüber in der Umgebung von Schulen (außer in den Schulferien), in der Umgebung von Kultstätten, Friedhöfen, Krankenhäusern, Kliniken sowie Einrichtungen für ältere und/oder behinderte Menschen untersagt.



### **Artikel 7**

Nächtliche Ruhestörung jeder Art ist untersagt. Diese Regel ist zwischen 22.00 und 07.00 Uhr auch auf die Durchführung jeglicher Arbeiten anzuwenden (mit Ausnahme saisonaler Arbeiten von Landwirten und Weinbauern), falls dadurch Dritte gestört werden können. Eine Ausnahme gilt in folgenden Fällen:

- bei höherer Gewalt, die eine sofortige Intervention erforderlich macht;
- bei gemeinnützigen Arbeiten;
- bei Ausnahmen, die in geltenden Gesetzen und Vorschriften vorgesehen sind.

Die Nutzung von Altglascontainern ist zu denselben Zeiten untersagt.

### **Artikel 8**

Das Kegelspiel ist in der Zeit von 24.00 bis 08.00 Uhr in dem Fall untersagt, dass die Nachbarn dadurch gestört werden. Im Falle der Zuwiderhandlung werden Strafen gegen den Betreiber der Kegelbahn und gegen die Spieler verhängt.

### **Artikel 9**

Nachts darf Lärm, der durch das Schließen von Auto- und Garagentüren sowie durch das Abschalten und Anlassen von Fahrzeugen verursacht wird, Dritte nicht stören.

### **Artikel 10**

Falls es nicht möglich ist, bei der Nutzung von Geräten, Maschinen oder Einrichtungen aller Art Lärm zu vermeiden, muss dieser erträglich gemacht werden; dies ist durch eine begrenzte Dauer der Arbeiten möglich, durch deren Aufteilung oder durch deren Durchführung an besser geeigneten Orten.

### **Artikel 11**

Laute Industrie- oder Handwerksarbeiten müssen – soweit möglich – in geschlossenen Räumen mit geschlossenen Türen und Fenstern durchgeführt werden. Eine Ausnahme besteht bei zeitlich befristeten und dringlichen Baustellen.

### **Artikel 12**

Für Bauarbeiten finden folgende Anordnungen Anwendung:

- a) Maschinen, die für Bau- oder Tiefbauarbeiten eingesetzt werden, müssen – sofern möglich – elektrisch betrieben werden. In der Nähe von Kinderkrippen, Schulen und wissenschaftlichen Instituten, Kultstätten, Friedhöfen, Krankenhäusern, Kliniken oder anderen Einrichtungen für alte und/oder behinderte Menschen darf eine andere Antriebsart nur mit ausdrücklicher Genehmigung des Bürgermeisters genutzt werden.
- b) Die vorliegende Bestimmung gilt auch für Presslufthammer und Bohrmaschinen.
- c) Können Verbrennungsmotoren verwendet werden, müssen diese mit einer wirksamen Schallschutzvorrichtung versehen sein.
- d) Der Lärm von Kompressoren oder pneumatischen Geräten, Pumpen oder ähnlichen Maschinen muss auf wirksame Weise durch geeignete Vorrichtungen gedämpft werden, insbesondere durch Schallschutzabdeckungen.
- e) Können Dritte dadurch gestört werden, ist es untersagt, Maschinen zu verwenden, die aufgrund ihres Alters, ihrer Abnutzung oder ihrer mangelhaften Wartung zusätzlichen Lärm verursachen.
- f) Es ist untersagt, Lärm verursachende Maschinen im Leerlauf laufen zu lassen.
- g) Lärm verursachende Arbeiten, insbesondere Sägearbeiten, sind – soweit möglich – in geschlossenen Räumen mit geschlossenen Fenstern und Türen durchzuführen.

### **Artikel 13**

Die Nutzung von Rasenmähern, Sägen und allgemein allen anderen Lärm verursachenden Geräten ist unter der Woche in der Zeit von 20.00 bis 07.00 Uhr und samstags vor 08.00 Uhr und nach 18.00 Uhr untersagt. An Sonn- und Feiertagen ist deren Nutzung automatisch untersagt.

#### **Artikel 14**

Inhaber von akustischen Alarmsystemen und Personen, die für diese Anlagen zuständig sind, müssen die erforderlichen Vorkehrungen treffen, um zu vermeiden, dass die öffentliche Ruhe durch Fehlalarme gestört wird.

### **KAPITEL II. SICHERHEIT UND UNGESTÖRTE PASSIERBARKEIT VON STRASSEN, PLÄTZEN UND ÖFFENTLICHEN WEGEN.**

#### **Artikel 15**

Jede Person, die bei der Nutzung öffentlicher Wege gegen Gesetze und Vorschriften verstößt oder den Verkehr behindert, muss sich unmittelbar an die Anweisungen der Beamten der Großherzoglichen Polizei halten.

Für diese Verordnung sind öffentliche Wege so definiert wie in der Großherzoglichen Verordnung vom 18. März 2000 zur Änderung des Großherzoglichen Erlasses vom 23. November 1955, der den Verkehr auf allen öffentlichen Wegen regelte, d. h.:

Der Bereich einer Straße oder eines Weges, die/der für den öffentlichen Verkehr freigegeben ist, mit Fahrbahn, Gehwegen, Banketten und Nebenanlagen, inklusive Böschung, Lärmschutzwänden und den für den Unterhalt dieser Nebenanlagen erforderlichen Wirtschaftswegen. Öffentliche Plätze, Radwege und Fußwege gehören ebenfalls zu den öffentlichen Wegen.

#### **Artikel 16**

Der Verkehr auf öffentlichen Wegen darf nicht behindert werden – weder durch Anhalten ohne berechtigten Grund oder ohne Sondergenehmigung noch durch das Hervorrufen von Menschenansammlungen. Umzüge auf öffentlichen Wegen müssen dem Bürgermeister im Prinzip mindestens acht Tage vor dem von den Veranstaltern vorgesehenem Datum bekannt gegeben werden.

#### **Artikel 17**

Es ist untersagt, ohne Genehmigung des Schöffenrats öffentliche Wege zu belegen, um dort einen Beruf, eine industrielle, handwerkliche oder künstlerische Tätigkeit oder Handel zu betreiben. Die Genehmigung kann an Bedingungen geknüpft sein wie an die Aufrechterhaltung der freien und ungestörten Passierbarkeit, der Sicherheit, der öffentlichen Ruhe und der öffentlichen Gesundheit.

#### **Artikel 18**

Personen, die Flugblätter, Annoncen, Flyer und Abzeichen verteilen, dürfen weder den Passanten etwas von Weitem zurufen, sie aus der Nähe ansprechen oder ihnen folgen, noch dürfen sie den Verkehr auf öffentlichen Wegen behindern.

#### **Artikel 19**

Unbeschadet der Genehmigungen, die kraft anderer gesetzlicher Bestimmungen oder Regelungen gewährt wurden, ist es untersagt, Straßen, Plätze oder andere Teile öffentlicher Wege unnötig zu versperren, indem man dort entweder Materialien oder beliebige Objekte ablegt oder hinterlässt oder indem man Arbeiten aller Art durchführt; Waren oder Materialien, die entladen werden oder zum Beladen bestimmt sind, müssen unmittelbar vom öffentlichen Weg entfernt werden und dieser muss sorgfältig von allem Abfall oder Müll befreit werden.

#### **Artikel 20**

Alle Arbeiten, die für die Passanten eine Gefahr darstellen, müssen mit einem gut sichtbaren Warnzeichen signalisiert werden. Sollten diese Arbeiten eine besondere Gefahr darstellen, kann der Bürgermeister zusätzliche geeignete Vorsichtsmaßnahmen anordnen.

**Artikel 21**

Unbeschadet der Bestimmungen in der Bauverordnung müssen Löcher und Hohlräume in der Umgebung öffentlicher Wege von deren Verursachern richtig abgedeckt und umzäunt werden.

**Artikel 22**

Ohne Genehmigung des Bürgermeisters ist es untersagt, Sprengstoff zum Abriss von Bauten, zum Aushub von Fundamenten oder Gräben oder zu ähnlichen Arbeiten zu nutzen und ganz allgemein Rauch bildende, Knallgeräusche oder Explosionen auslösende, stinkende oder die Augen reizende Materialien in Ortschaften zu werfen oder zur Explosion zu bringen.

**Artikel 23**

Es ist untersagt, öffentliche Wege in welcher Weise auch immer zu verschmutzen und – vorbehaltlich der Bestimmungen in der Müllverordnung – Objekte aller Art auf ihnen fortzuwerfen, abzulegen oder zurückzulassen. Halter und Führer von Hunden müssen vermeiden, dass diese mit ihren Exkrementen Gehwege, Wege und Plätze in Wohngebieten, Fußgängerzonen und öffentlichen Grünzonen sowie auf Sport- oder Freizeitflächen und Spielplätzen, aber auch Bauten in der Umgebung verunreinigen. Sie sind gehalten, die Exkremente zu beseitigen.

**Artikel 24**

Es ist untersagt, auf Teilen öffentlicher Wege Rutschbahnen anzulegen, zu rutschen, Schlittschuh zu laufen oder Schlitten zu fahren, außer wenn diese Orte zu diesen Zwecken bestimmt oder ihnen vorbehalten sind.

**Artikel 25**

Es ist untersagt, auf Straßen, Plätzen und öffentlichen Wegen Steine oder andere Wurfgeschosse zu werfen.

**Artikel 26**

Stacheldrahtzäune sind an öffentlichen Wegen untersagt. Tore von Viehweiden, die an öffentliche Wege grenzen, müssen sich nach innen öffnen.

**Artikel 27**

Kellereingänge und andere auf den Fußwegen oder auf der Fahrbahn angelegte Öffnungen müssen geschlossen bleiben, sofern keine Maßnahmen zum Schutz der Passanten getroffen wurden. Sie dürfen nur tagsüber genau in der erforderlichen Zeit geöffnet sein.

**Artikel 28**

Bäume, Büsche oder Pflanzen sind von den für sie zuständigen Personen so zu schneiden, dass kein Ast den Verkehr durch Hinausragen auf den öffentlichen Weg oder durch Sichtbehinderung stört.

Andernfalls setzt der Bürgermeister die Frist fest, in der die Arbeiten durchgeführt werden müssen. Bei Abwesenheit, Weigerung oder Säumigkeit des Eigentümers sorgt die Gemeindeverwaltung auf Kosten des Eigentümers für die Durchführung der Arbeiten.

Allerdings findet das Recht auf Schneiden der Wurzeln und Äste nicht auf Bäume Anwendung, die unter das Gesetz zum Naturschutz oder zum Schutz nationaler Sehenswürdigkeiten und Denkmäler fallen, sowie auf über 30 Jahre alte Bäume am Waldrand, die zu einem Wald mit mehr als einem Hektar Fläche gehören.

**Artikel 29**

Die Bewohner sind gehalten, die Gehwege vor ihren Gebäuden sauber zu halten.

Bei Frost ist es untersagt, Wasser über Gehwege, Bankette oder andere Teile der öffentlichen Wege auszuleeren.

### **Artikel 30**

Es ist untersagt, auf Fenstersimse oder andere Teile des Gebäudes, die an öffentliche Wege grenzen, Objekte aller Art zu stellen, ohne die erforderlichen Vorkehrungen gegen ihr Herunterfallen zu treffen.

Unbeschadet der Notwendigkeit, die Genehmigungen einzuholen, die aufgrund anderer Bestimmungen in Gesetzen und Vorschriften erforderlich sind, müssen die Objekte, die in der direkten Umgebung öffentlicher Wege platziert, an Gebäudefassaden angebracht oder über öffentliche Wege gehängt werden, so installiert sein, dass Sicherheit und ungestörte Passierbarkeit gewährt sind.

## **KAPITEL III. ÖFFENTLICHE ORDNUNG**

### **Artikel 31**

Ohne Genehmigung des Bürgermeisters ist es untersagt, Spiele oder Wettbewerbe in Siedlungen zu organisieren, dort Feuerwerkskörper zu zünden, Illuminationen vorzunehmen und Aufführungen oder Ausstellungen zu veranstalten.

### **Artikel 32**

Das Verändern der Funktionsweise von öffentlicher Beleuchtung, Scheinwerfern und Farblichtsignalen zur Verkehrsregelung ist untersagt.

### **Artikel 33**

Das Entzünden von Feuer auf öffentlichen Wegen ist untersagt. Feuer, die in Innenhöfen, Gärten und auf anderen Flächen entzündet werden, müssen permanent überwacht werden und dürfen weder die Nachbarn stören noch den Verkehr gefährden. Es müssen alle Sicherheitsmaßnahmen getroffen werden, um eine Ausbreitung des Feuers zu vermeiden.

Außerdem ist es untersagt:

- a) Glut oder heiße Asche in Behältnisse aus brennbarem Material einzufüllen; Behältnisse, die solche Glut oder Asche enthalten, müssen sich an Orten befinden, an denen jegliche Brand- oder Vergiftungsgefahr ausgeschlossen ist;
- b) offenes Feuer zum Beleuchten, Heizen oder Arbeiten an Orten und in Räumen zu verwenden, an denen eine besondere Brandgefahr besteht; in Fällen, in denen Arbeiten mit Geräten durchgeführt werden müssen, die über eine offene Flamme verfügen, sind alle Maßnahmen zu ergreifen, um den Ausbruch eines Feuers zu vermeiden;
- c) an Orten und in Räumen zu rauchen, an/in denen mit leicht entflammbar oder explosiven Produkten und Materialien hantiert wird oder solche gelagert werden;

Auch das Abstellen und Parken von Fahrzeugen und Baumaschinen, mit denen leicht entflammbar oder explosive Materialien transportiert werden, ist untersagt. Beim Halten zum Be- und Entladen sind alle Sicherheits- und Schutzmaßnahmen zu ergreifen. Dieselben Schutzmaßnahmen sind für leere Fahrzeuge und Baumaschinen zu ergreifen, die zum Transport von leicht entflammbar flüssigen oder gasförmigen Stoffen gedient haben.

### **Artikel 34**

Die Eigentümer müssen die Schornsteine stets in gutem Zustand halten. Es ist untersagt, Schornsteine zu nutzen, die aus irgendeinem Grund eine Brandgefahr darstellen. Schornsteine von Haushalten, die mit festen Brennstoffen beheizt werden, sind mindestens jährlich zu fegen. Die anderen Schornsteine sind mindestens alle drei Jahre zu kontrollieren und bei Bedarf zu reinigen.

Diese Pflicht kommt dem Bewohner des Gebäudeteils zu, in dem der Schornstein verläuft. Bei Schornsteinen, die Teil einer gemeinschaftlichen Heizungsanlage sind, obliegen diese Pflichten dem Eigentümer, sofern dieser nicht eine andere Person damit beauftragt hat. Im Falle einer Eigentümergemeinschaft obliegt sie dem Hausverwalter.

#### **Artikel 35**

Es ist untersagt, öffentliche Wege und ihre Nebenanlagen sowie jegliches öffentliches oder privates Eigentum absichtlich oder durch mangelnde Umsicht zu zerstören, zu beschmutzen oder zu beschädigen.

#### **Artikel 36**

Es ist untersagt, jedwede Schilder, Warnsignale und Anzeigevorrichtungen, Messgeräte sowie rechtmäßig installierte Schilder mit Straßennamen und Hausnummern zu verdecken, zu überdecken, zu versetzen oder zu entfernen.

#### **Artikel 37**

Es ist untersagt, Haushaltsabwässer, schmutzige Flüssigkeiten aller Art oder Materialien, welche die sichere Passierbarkeit oder die öffentliche Gesundheit gefährden könnten, auf öffentliche Wege zu leiten oder über diese ablaufen zu lassen. Es ist untersagt, auf öffentliche Wege zu urinieren oder auf brachliegende oder unbebaute Flächen – unabhängig davon, ob diese umzäunt sind oder nicht – gesundheitsgefährdende oder unhygienische Materialien, Objekte oder Erzeugnisse auszugießen, abzulegen oder sie dort zu entsorgen.

Jeder Eigentümer eines Grundstücks ist verpflichtet, dieses sauber zu halten, um die öffentliche Gesundheit und Sicherheit zu gewährleisten. Er ist verpflichtet, zwei Mal im Jahr zu mähen. Andernfalls setzt der Bürgermeister die Frist fest, in der die Arbeiten durchgeführt werden müssen. Bei Abwesenheit, Weigerung oder Säumigkeit des Eigentümers sorgt die Gemeindeverwaltung auf Kosten des Eigentümers für die Durchführung der Arbeiten.

#### **Artikel 38**

Das Hochklettern an öffentlichen Gebäuden und Denkmälern, an Gittern oder anderen Umzäunungen, an Pfählen für Straßenbeleuchtung oder Verkehrsschilder sowie an Bäumen, die entlang öffentlicher Wege gepflanzt sind, ist untersagt.

#### **Artikel 39**

Sofern keine Genehmigung seitens des Bürgermeisters besteht, ist es natürlichen und juristischen Personen des privaten Rechts untersagt, öffentliche Wege mit Schildern, Symbolen, Inschriften, Zeichnungen, Bildern und Malereien zu versehen.

#### **Artikel 40**

Es ist untersagt, Manipulationen an Leitungen, Kanalisation, Verkabelung und öffentlichen Anlagen vorzunehmen, insbesondere deren Wasserhähne oder Absperrventile zu bedienen oder zu verstellen, ihre Abdeckungen oder Roste zu versetzen und Materialien aller Art einzuführen.

#### **Artikel 41**

Jeder ungerechtfertigte Anruf bei Dienststellen der Großherzoglichen Polizei und bei jedem staatlichen oder kommunalen Rettungs- und Katastrophendienst ist untersagt. Es ist untersagt, Alarm- oder Warnsignale dieser Dienste nachzuahmen oder zu verwenden.

#### **Artikel 42**

Es ist untersagt, das Nahen oder die Anwesenheit von Beamten der Großherzoglichen Polizei anzukündigen, um die Ausübung ihres Amtes zu erschweren.

#### **Artikel 43**

Jede Störung der öffentlichen Ordnung durch Vandalismus oder böswilliges Handeln ist untersagt.

Insbesondere ist Folgendes untersagt:

- a) an den Haustüren zu klingeln oder zu klopfen oder sich des Telefonnetzes zu bedienen, um die Bewohner zu stören;
- b) Anlagen von allgemeinem Interesse sowie Geldautomaten und andere derartige Apparate außer Betrieb zu setzen oder zu verstellen.

#### **Artikel 44**

Das Ausklopfen oder Ausschütteln von Teppichen, Fußmatten, Decken, Matratzen, Bettwäsche und Tüchern oder anderen ähnlichen Objekten auf öffentlichen Wegen oder an Türen, Fenstern, auf Balkonen oder Terrassen, die direkt an öffentlichen Wegen liegen, ist untersagt. Dasselbe Verbot findet bei Türen, Fenstern, Balkonen oder Terrassen Anwendung, die nicht direkt an öffentlichen Wegen liegen, aber Teil eines Gebäudes mit mehreren Haushalten sind. Im Allgemeinen sind solche Hausarbeiten untersagt, wenn Nachbarn oder Passanten dadurch gestört werden.

#### **Artikel 45**

Das Halten von Tieren in Wohnhäusern und ihren Nebengebäuden sowie in Nachbarschaft zu einer Wohnung ist nur unter der Bedingung erlaubt, dass alle erforderlichen Hygienemaßnahmen ergriffen und alle Nachteile für Dritte vermieden werden. Genauso ist es verboten, Tiere anzulocken, wenn dies die Gesundheit der Nachbarn gefährdet oder sich diese dadurch gestört fühlen.

#### **Artikel 46**

Es ist untersagt, in der Öffentlichkeit in anstößiger oder skandalregender Kleidung aufzutreten. Außerdem ist es untersagt, auf öffentlichen Wegen und Plätzen – wie in Kapitel II, Artikel 15 Absatz 2 und 3 definiert – in Badekleidung oder mit freiem Oberkörper umherzulaufen oder sich aufzuhalten.

#### **Artikel 47**

Es ist jeder Person untersagt, in Straßen, auf Plätzen und an öffentlichen Orten mit verdecktem Gesicht oder ver mummt zu erscheinen.

#### **Artikel 48**

Bei Sportveranstaltungen und anderen Versammlungen ist es untersagt, die Sicherheit oder Unversehrtheit von Teilnehmern und Öffentlichkeit durch sein Verhalten zu gefährden.

### **KAPITEL IV. SPIELPLÄTZE**

#### **Artikel 49**

Öffentliche Spielplätze sind mit einem speziellen Schild mit dem Vermerk „Aires de jeux / Spielplätze“ und/oder „Spillplaz“ gekennzeichnet.

#### **Artikel 50**

Spielplätze können ganz oder in Teilen durch Beschluss des Schöffenrats Kindern bestimmter Altersstufen vorbehalten sein. Kinder können von Erwachsenen begleitet werden. Die Nutzungsbedingungen für die Spielgeräte werden den Nutzern auf Schildern bekannt gegeben.

### **Artikel 51**

Die Spielplätze stehen der Öffentlichkeit zu folgenden Zeiten zur Verfügung:

- Frühjahr / Sommer: von 07.00 bis 22.00 Uhr
- Herbst / Winter: von 08.00 bis 20.00 Uhr.

### **Artikel 52**

Es ist untersagt, die Spielplätze unter Verstoß gegen die für die Öffnung und Nutzung der Kinderspielgeräte festgelegten Regeln zu belegen.

## **KAPITEL V. GELDSTRAFEN**

### **Artikel 53**

Unbeschadet strengerer, gesetzlich vorgesehener Strafen werden Verstöße gegen die Bestimmungen der vorliegenden Verordnung mit einem Bußgeld belegt.

Der Mindestbetrag des polizeilich verhängten Bußgeldes liegt bei 25,00 Euro und der Höchstbetrag bei 250,00 Euro.

## **KAPITEL VI. AUFHEBUNGSBESTIMMUNG**

### **Artikel 54**

Die Verordnung gegen Lärm vom 5. August 1974 ist aufgehoben.